

940 91314
Q118

UNIVERSITY OF ILLINOIS LIBRARY

Livraison 5

SEP 20 1919

1^{re} SÉRIE

LA GUERRE DE 1914-1915

Cahiers

Documentaires

Recueil méthodique de documents sur la guerre européenne
rassemblés et publiés avec le concours
du “ *Bureau Documentaire Belge* ”

SOMMAIRE DE LA PRÉSENTE LIVRAISON

Mémoire d'Émile Banning sur la défense
de la Meuse (texte intégral : 5^e et dernière
partie). — Notice biographique sur Émile
Banning.

Notes du “ Bureau Documentaire Belge ” :
N° 17 : La guerre chevaleresque et loyale. —
N° 18 : L'opinion de la presse suisse-allemande
sur la neutralité de la Belgique. — N° 19 : Les
résultats de l'occupation allemande vus par des
témoins illustres et impartiaux.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

28 ter, Rue de la Bourse, LE HAVRE (France - Seine-Inférieure)

LA LIVRAISON : 20 Centimes — EN ANGLETERRE : 2 1/2 Pence

AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR

Les **Cahiers Documentaires** ne publient pas d'études personnelles.

Leur originalité est ailleurs : *Sauver de la dispersion ou tirer de l'oubli, par la reproduction, la traduction et le résumé, un ensemble de documents précieux pour l'histoire de la guerre de 1914-1915.*

Les **Cahiers Documentaires** se donnent pour tâche spéciale le *dépouillement méthodique de la presse étrangère*, quotidienne et périodique, *surtout de la presse allemande*, germanophile et neutre, à partir du mois d'août 1914.

Les **Cahiers Documentaires** suivent avec un soin particulier *toutes les manifestations de l'esprit allemand à propos de la guerre*, notamment dans le développement des discussions auxquelles donnent lieu, depuis le mois d'août 1914, la violation de la neutralité de la Belgique et l'avenir de ce pays, les causes et incidents de la guerre et les conditions éventuelles de la paix.

Les **Cahiers Documentaires** imprimeront la collection, devenue rare, des Notes éditées, jusqu'à présent en tirage privé, par le *Bureau Documentaire Belge* et ils se sont assurés, en outre, le droit de publier régulièrement la suite des nouvelles notes du B. D. B. à paraître.

* * *

Les documents ainsi recueillis, les **Cahiers Documentaires** les publient à *l'état brut*, c'est-à-dire tels qu'ils ont vu le jour, dans leur texte original ou traduit, et, autant que possible, intégral.

Tout document porte rigoureusement *l'indication complète de sa source*.

L'impression de chaque document distinct commence *au recto des feuillets*, de manière à en permettre le *découpage* et le *classement à volonté* en dossiers.

Le *classement idéologique* des documents est fixé par l'indication sommaire, en vedette grasse, de leur objet.

Le *classement alphabétique* et les *recherches* sont facilités par l'impression en lettres capitales, de tout nom propre de personne cité dans le corps du document.

* * *

Les **Cahiers Documentaires** se publient par livraisons de 16 pages, paraissant une ou deux fois la semaine.

La livraison : 20 centimes (franco : 25 centimes).

Souscriptions pour 10 livraisons consécutives de dizaine en dizaine : 2 francs la série (envoyée franco livraison par livraison) prix payable d'avance par mandat postal.

* * *

Adresser les communications concernant :

La Rédaction : à M. FERNAND PASSELECQ, Directeur des "Cahiers Documentaires", 28^m, rue de la Bourse, Le Havre (France-Seine-Inférieure).

L'Administration et la Publicité : à M. MAURICE FURNÉMONT, Administrateur des "Cahiers Documentaires", même adresse

LE MÉMOIRE BANNING

CONSIDÉRATIONS POLITIQUES SUR LA DÉFENSE DE LA MEUSE.

(Suite et fin.)

Quelque direction que prennent les événements, de grands intérêts internationaux, les difficultés intérieures qui se multiplient et s'aggravent à Berlin comme à Paris, font d'un nouvel et décisif conflit entre l'Allemagne et la France, une éventualité certaine. Quelles en seront les conséquences ? Plusieurs hypothèses se posent. Si l'Allemagne garde sa supériorité militaire, si elle inflige à sa rivale un nouveau Sedan, elle lui reprendra toutes les conquêtes de Louis XIV (1). C'était en 1815, c'est encore aujourd'hui la pensée de ses généraux, de ses hommes d'État, de ses publicistes (2). Après la bataille de Waterloo, l'état-major allemand dressa à Paris même une nouvelle carte de la France, lui retranchant tous ses agrandissements opérés au détriment de l'Allemagne comme de la Belgique, depuis Richelieu.

Ce projet fut agité de la manière la plus sérieuse dans les négociations qui précédèrent le second traité de Paris ; pendant trois mois, de juillet à septembre, ce fut l'objet dominant des préoccupations des puissances. L'opinion publique, en Angleterre non moins qu'en Allemagne, réclamait impérieusement ce démembrement. Lord Liverpool, Metternich, les négociateurs allemands et néerlandais Hardenberg, G. de Humboldt, Stein, Münster, Gagern, Wentzingerode, étaient comme les généraux prussiens Gueisenau, Boyer, Knessebeck, comme les écrivains populaires Garres et Arndt, unanimes à cet égard (3). Wellington et Castlereagh, tout en recon-

(1) « La guerre de 1870 sera un jeu d'enfant en comparaison de la guerre future. Chacun des adversaires tentera de saigner l'autre à blanc. » (Discours de M. de Bismarck au Reichstag, 11 janvier 1887).

(2) L'historien le plus éminent de l'Allemagne L. von Ranke, de passage à Bruxelles il y a quelque vingt ans, fut interrogé à la Cour sur les projets de l'Allemagne et le but des armements considérables de la Prusse. « A qui donc, lui dit-on, entendez-vous faire la guerre ? » — « A Louis XIV, » fut la réponse. Je tiens ce mot de M. Van Praet ; ce n'était pas une boutade, mais une idée arrêtée.

Dans le discours prononcé le 28 mars 1882 devant l'Académie des sciences de Munich, le chanoine Dœllinger commence ainsi une étude sur la politique de Louis XIV : « Lorsqu'au mois d'octobre 1870, deux historiens célèbres, Thiers et Ranke, se rencontrèrent à Vienne, le premier demanda à l'autre : « A qui les Allemands font-ils la guerre, maintenant que l'empereur est renversé ? » — « A Louis XIV », répondit le savant allemand. »

(3) « Arrivant un jour avec lui (Gagern) chez Metternich, Stein regarda les cartes étendues sur la table et insista pour que l'on prit l'Alsace et la Lorraine et les donnât à l'archiduc Charles. Metternich, sans contredire, du ton de la plus parfaite conviction, indiqua du doigt la *Flandre française comme le côté le plus important* où les Pays-Bas avaient besoin d'une frontière meilleure. Gagern en fut naturellement d'accord, mais il insista avec beaucoup d'énergie sur l'Alsace. » (*Aus Stein's Leben*, par Pertz, II, p. 245.)

2082/198

naissant que le premier traité de Paris avait laissé la France trop forte, étaient arrêtés par la crainte de la jeter dans les bras de la Russie. L'empereur Alexandre, cédant aux supplications du duc de Richelieu, trancha la question en refusant sa signature. C'est ainsi que le traité de Paris du 20 novembre 1815 s'arrêta au *statu quo* de 1790 (1). Mais l'Allemagne n'oublia pas son programme ; en 1871, on exhuma de l'oubli les protocoles et les Mémoires de 1815 (2) *et la paix de Versailles en réalisa à moitié l'idée par la reprise de l'Alsace et de la Lorraine*. Des publicistes ont demandé à cette époque qu'on achevât l'œuvre d'un coup. *La moitié réservée du plan n'est autre que le département du Nord ; qu'en ferait l'Allemagne non limitrophe de ce côté ?*

Il est aisé de le deviner. L'Allemagne au moment de l'ouverture des hostilités aura l'avance de la concentration de ses forces ; elle a un puissant intérêt à passer par la vallée de la Meuse. *Si les Français lui fournissent un motif, elle entrera sur-le-champ en Belgique comme garante de notre neutralité ; si tout prétexte fait défaut, elle invoquera d'impérieuses nécessités militaires* (3). La Meuse n'étant pas défendue, elle occupera la rive droite avec les places de Liège et de Namur en deux ou trois jours. L'armée belge, sans point d'appui sur le fleuve, serait impuissante à l'en déloger et ne l'essaiera vraisemblablement pas (4). La victoire, une victoire décisive, se prononçant en sa faveur, l'Allemagne détient de fait de Verdun à Maestricht, la ligne de la Meuse. Alors la tentation de la garder, le projet de réaliser une pensée nationale qui date

(1) La carte se trouve dans les actes du Congrès de Vienne publiés à Paris par Amyot en 1863. Gervinus résume avec une amertume visible (*Geschichte*, I, p. 236-248, etc.), ces négociations qui sont également très bien analysées, avec documents à l'appui, par M. A. Sorel, *Le traité de Paris de 1815*, p. 68-131.

(2) Dans la publication officielle *Tableau de la guerre franco-allemande*, ces documents sont en partie réimprimés comme pièces justificatives du traité de Francfort.

(3) « L'extension de l'échiquier et l'avantage de combattre hors du champ clos délimité par nos barrières fortifiées suffiraient seuls à justifier stratégiquement la marche des Allemands par Liège et Namur. L'état-major de Berlin doit être d'autant plus tenté de sacrifier à cette considération que l'armée allemande est plus confiante dans la valeur, dans le talent de ses généraux et dans les résultats souverains de l'offensive. » Ténot, *La Frontière*, p. 333.

En 1870, les Allemands, après Sedan, ont évacué par nos chemins de fer leurs blessés et leurs malades, sans attendre notre consentement, en alléguant la force majeure. C'était une atteinte à notre neutralité. Quelques jours avant la déclaration de guerre, on constatait à deux reprises la présence d'officiers prussiens explorant les environs de Dolhain.

(4) C'est l'opinion générale en France que les Belges ne lutteraient pas et iraient attendre les événements sous Anvers, après avoir détruit tout au plus quelques ponts et tunnels. M. Ténot a écrit de son côté : « La tendance de l'opinion en Belgique n'est pas favorable à une défense active de la neutralité. Les conseils les plus en faveur sont ceux d'une fausse prudence consistant à réunir, le cas échéant, dans le refuge d'Anvers, le gouvernement et l'armée tout entière et d'y attendre paisiblement le cours des événements, avec l'arrière-pensée de se tourner du côté du plus fort. » *La Frontière*, p. 316. — En Allemagne, on est moins indiscret, mais il est possible qu'on y pense de même.

de loin (1), se produiront fatalement, d'autant plus qu'on aurait sous la main *une compensation pour la Belgique*. Le sort du grand-duché de Luxembourg étant irrévocablement fixé dès que l'Allemagne est victorieuse, quoi de plus simple, au point de vue du vainqueur, que de nous donner en échange du Luxembourg belge, de la moitié des provinces de Liège et de Namur, le département du Nord qui a une étendue et une population supérieures (2). Le plan de 1815 serait ainsi pleinement réalisé : *la France serait frappée au cœur et réduite pour longtemps à l'impuissance*. La Belgique, composée désormais d'environ quatre millions de Flamands avec deux millions de Wallons, deviendrait un État essentiellement germanique et subirait, sans résistance possible, l'ascendant du grand empire allemand. Il y aurait pour pousser l'Allemagne dans cette voie trois puissants mobiles : une tradition historique, un entraînement national et un intérêt politique de premier ordre (3). Que ferait la Belgique et qui viendrait à son aide ? Si nous avions combattu les Allemands, nous serions réputés belligérants et réduits à la merci du vainqueur. Si l'armée allemande s'est présentée comme alliée, si nous avons combattu à ses côtés, la combinaison, plus pénible à imposer, ne s'en exécuterait pas moins. L'histoire est là pour nous avertir et cette histoire date d'hier. En 1860, la France, après avoir provoqué la rupture avec l'Autriche pour fonder l'indépendance de l'Italie, s'est fait céder par son alliée la Savoie et Nice afin de reporter sa frontière aux Alpes. En 1866, les Prussiens, après avoir conquis avec l'Autriche les duchés de l'Elbe, après avoir signé la convention de partage de Gastein (1865), ont chassé leurs alliés de la veille, du Holstein et bientôt de l'Allemagne. En 1877, les Russes s'alliant aux Roumains qui s'illustrèrent à leurs côtés sous Plevna, leur garantirent l'intégrité de leur territoire ; la guerre terminée, ils prirent aux Roumains la riche et fertile province de la Bessarabie, habitée en majeure partie par des Valaques, et leur imposèrent en échange les steppes et les marécages de la Dobroudscha, peuplés par des Tartares. Le prince et le peuple roumain protestèrent avec énergie contre cette

(1) Dans un mémoire du 4 août 1815, le prince de Hardenberg rappelant les funestes conséquences pour l'Allemagne et l'Europe des conquêtes de Louis XIV, déclare que le seul moyen d'avoir une paix solide et durable consiste à faire rendre par la France à ses voisins « la défensive qu'elle leur a ôtée, c'est-à-dire l'Alsace et les forteresses des Pays-Bas, de la Meuse et de la Sarre. » De son côté le baron de Gagny réclamait la restitution à l'Allemagne de Metz, Toul et Verdun avec leurs diocèses, ainsi que l'Alsace (août 1815). V. *Le Congrès de Vienne et les traités de 1815*, t. I, p. 1481 et 1488.

(2) *Il y avait, en 1881, 270,351 Belges dans le département du Nord.*

(3) Dans un écrit récent, *La prochaine guerre franco-allemande*, Strasbourg, 1886, le colonel Koeltschau dit en parlant de la Belgique : « Le fragile bouclier du concert européen si souvent troublé vaut déjà peu en temps de paix ; pendant une guerre qui bouleverserait toute l'Europe, il sera mis en pièces pour n'être remis en état qu'aux négociations de paix, comme le comporteront les circonstances. L'histoire des cent dernières années est de nature à fournir même au vulgaire la preuve à l'appui de ces observations. Il faut donc conseiller aux États militairement faibles qui, dans la prochaine guerre franco-allemande, seront les coulisses du théâtre de la guerre, de donner à leurs armées une force suffisante de résistance et de protéger leurs frontières par des travaux défensifs. » (P. 142).

violence ; ils ne trouvèrent pas au Congrès de Berlin une voix pour les défendre, et pourtant le prince de Roumanie était un Hohenzollern.

L'Europe ferait-elle plus pour nous ? La France écrasée, la Russie est impuissante ; l'Angleterre n'a pas d'armée et la maison d'Autriche débordée par le flot montant du slavisme est dès à présent réduite à chercher un appui chez son antique rivale. L'Europe serait à Berlin. Elle y était déjà en 1864, quand elle laissa déchirer le traité de garantie de 1852 qui protégeait l'intégrité du Danemark.

Là git le suprême danger qu'il est du devoir de la Belgique de prévoir, de chercher à conjurer par tous les moyens dont elle dispose. D'autres éventualités, il est vrai, peuvent se présenter ; moins vraisemblables dans l'état présent de l'Europe et la condition respective des puissances, moins directement menaçantes pour nous, elles doivent entrer néanmoins dans nos prévisions. Si la crise politique que traverse à l'intérieur l'Allemagne, venait à atteindre son organisation militaire, si d'autre part le mouvement de décomposition de l'État s'arrêtait en France, qu'il y surgît un homme de guerre, la fortune des armes pourrait se renverser. Le programme de la France victorieuse serait alors tout tracé ; non seulement l'Alsace-Lorraine lui ferait retour, mais le grand-duché de Luxembourg, pour peu que la défaite des Allemands fût sérieuse, lui serait acquis. Il se pourrait même qu'une pensée de représailles attirât les Français sur la Moselle inférieure. Alliée ou ennemie de la France pendant la guerre, à plus forte raison neutre, la Belgique en sortirait probablement intacte ; mais son avenir serait gravement compromis. Si les Français s'avançaient à l'Est jusqu'à la hauteur de Gomy, à quelques lieues seulement de Liège et de Maestricht, s'ils entraient ainsi presque en contact avec la Hollande rivée fatalement à l'alliance de la puissance du Midi par crainte de la puissance de l'Est, nous serions à peu près isolés de l'Allemagne, nous deviendrions une espèce d'enclave. L'union douanière et militaire avec la France nous serait bientôt imposée. Même avec le maintien de notre autonomie administrative, *ce serait la ruine à bref délai de notre indépendance.*

Par une étrange interversion des rôles, ce serait en ce cas le prince de Bismarck lui-même qui aurait tracé d'avance à Brunn, dès le mois de juin 1866, devant un agent de Napoléon III, le programme de la politique française (1).

Les deux hypothèses qui précèdent n'en excluent plus une troisième ; celle d'une guerre où les succès et les revers se balançant, la suprématie ne se fixerait en définitive dans aucun des camps. Ce serait assurément

(1) Votre situation est bien simple, aurait dit le premier ministre prussien à M. Lefebvre de Béhaine, il faut aller trouver le roi des Belges, lui dire que les inévitables agrandissements politiques et territoriaux de la Prusse vous paraissent inquiétants, qu'il n'y a guère qu'un moyen pour vous de parer à des éventualités dangereuses et de rétablir l'équilibre dans des conditions rassurantes pour l'Europe et pour nous (*sic*). Ce moyen c'est d'unir les destinées de la Belgique aux vôtres par des liens si étroits que cette monarchie dont l'autonomie serait d'ailleurs respectée, devienne au nord le véritable boulevard de la France, rentrée dans l'exercice de ses droits naturels. » (Dépêche du duc de Gramont au marquis de Lavalette, 27 juillet 1870 : *La France et la Prusse avant la guerre*, par le duc de Gramont, Paris 1872). Était-ce ironie pure ? Les préliminaires de cet entretien rendent cette explication bien difficile.

la conjoncture la plus favorable à la Belgique ; elle pourrait déterminer la rétrocession de la Lorraine à la France, l'Allemagne s'indemnisant par le grand-duché de Luxembourg ; mais ce ne serait qu'une trêve qui laisserait subsister de part et d'autre autant d'animosités que de regrets. Aucune des deux éventualités que nous avons considérées plus haut ne serait définitivement écartée.

La conclusion qui se dégage de l'ensemble de ces observations a un caractère d'évidence ; *c'est l'obligation pour la Belgique de prendre sur la Meuse une position si forte qu'elle commande militairement ses deux rives entre Maestricht et Givet*. C'est la condition essentielle du maintien de notre neutralité qui ne survivra qu'autant que nous ne soyons pas impliqués dans la grande lutte qui se prépare. Vaincus ou vainqueurs avec la France contre l'Allemagne, avec l'Allemagne contre la France, nous ne pouvons plus être neutres après. L'indépendance nationale, l'intégrité du territoire seraient elles-mêmes gravement compromises. C'est cette extrémité qu'il faut empêcher pour remplir notre devoir non seulement envers nous-mêmes, mais envers l'Europe. Ce dernier point a été trop souvent perdu de vue ; or il est fondamental et domine nos relations extérieures. En fortifiant Anvers et y concentrant sa défense même au prix de l'abandon de presque tout son territoire, la Belgique n'a obéi qu'à une préoccupation nationale ; elle n'a songé qu'à maintenir son drapeau jusqu'au jour où d'autres puissances viendront la dégager, sur la foi des traités, *sans avoir mérité leur secours par des services réels* (1). Ce n'est pas assez ; notre obligation n'est pas si étroite ; nous avons assumé le devoir international de servir de rempart entre la France et l'Allemagne.

Les puissances en 1831 ont subordonné la reconnaissance de son indépendance à l'accomplissement par la Belgique de la part qui lui incombait dans la mission européenne du royaume des Pays-Bas. Le protocole célèbre du 19 février 1831 demeure l'expression de cette pensée (2). La neutralité et la garantie sont sortis de là ; mais un rôle actif a été imposé en même temps à la Belgique. C'est ce rôle qu'en cas de guerre entre l'Allemagne et la France elle serait tenue de remplir sur la Meuse ; qu'elle ne saurait négliger sans encourir les plus lourdes responsabilités.

A moins d'une révolution fondamentale dans les conditions actuelles d'existence des États de l'Occident, *tout indique que l'objectif des Allemands dans la guerre future sera la conquête de la rive droite de la Meuse, de Ruremonde à Toul*, comme celui des Français sera la possession de la rive gauche du Rhin entre Bâle et Coblenz. L'enjeu de part

(1) Dans les discussions relatives aux fortifications d'Anvers de 1858 et 1859, il y avait quasi-unanimité pour repousser avec indignation la pensée que l'armée belge bornât son rôle à s'enfermer dans Anvers. C'est pourtant à ce résultat qu'on aboutit fatalement faute d'une position stratégique sur la Meuse.

(2) « L'union de la Belgique avec la Hollande se brisa... Il n'appartenait pas aux puissances de juger des causes qui venaient de rompre les liens qu'elles avaient formés. Mais quand elles voyaient ces liens rompus, *il leur appartenait d'atteindre encore l'objet* qu'elles s'étaient proposé en les formant. Il leur appartenait d'assurer, à la faveur des combinaisons nouvelles, cette tranquillité de l'Europe dont l'union de la Belgique avec la Hollande avait constitué une des bases... »

et d'autre serait digne d'un effort désespéré. Directement ou indirectement, il aura pour effet de nous entraîner dans le conflit. Pour en conjurer le péril quant à nous, il est indispensable de faire de Liège un camp retranché en l'enveloppant d'une ceinture de forts capables d'une résistance prolongée. Alors le passage d'une armée française ou allemande par nos lignes de communication cesse d'avoir sa raison d'être ; fût-il tenté néanmoins, l'armée belge ayant en ce cas une base d'opérations sur la Meuse, peut étendre son action sur la rive droite du fleuve et combattre dans de bonnes conditions le belligérant qui aurait violé notre sol. Forte avec ses réserves d'environ 150,000 hommes, elle demeure maîtresse de nos deux fleuves et peut mettre 80,000 hommes en campagne en avant de Bruxelles, sans s'exposer à perdre, en cas d'échec, ses communications soit avec Anvers soit avec Liège. C'est ainsi que Jomini, qui ajoutait même la fortification de la capitale, comprenait la défense de la Belgique, et politiquement elle ne saurait se comprendre autrement (1).

Le plan élaboré par le général Brialmont pour la fortification de Liège s'inspire de ces vues ; il vise spécialement l'hypothèse du passage des armées belligérantes par les routes, les chemins de fer et les ponts dont Liège est le principal centre de croisement. En interceptant les nœuds essentiels de jonction, en y accumulant les obstacles, il tend à retarder le mouvement d'invasion, c'est-à-dire à le rendre inutile. Ce résultat serait déjà considérable ; *mais pour le rendre complet, pour nous assurer la pleine disposition de la rive droite de la Meuse, pour empêcher que la position de Liège ne puisse être tournée en aucun cas, il conviendrait que l'action des forces qui la gardent pût s'étendre jusqu'à la frontière.* Le projet du général Brialmont serait susceptible d'un développement en ce sens. *Deux forts, l'un à Visé, l'autre à Huy, empêcheraient de passer au nord ou au sud de la place principale ; deux autres forts, l'un à Pépinster, l'autre à Comblain-au-Pont, commanderaient, le premier la tête de ligne de l'Est belge, le second la jonction des chemins de fer de l'Amblève et de l'Ourthe, à moins qu'on ne préférât remplacer ces deux derniers ouvrages par la destruction d'un certain nombre de ponts et de tunnels.* Mais cette opération dispendieuse et toujours aléatoire, ne serait pas exempte de graves inconvénients tant au point de vue extérieur qu'intérieur. Le général Brialmont est d'avis que le fort de Comblain suffirait si on le combinait avec une destruction notable de la voie ferrée aux environs de Trois-Ponts, station de la ligne de l'Amblève se raccordant à l'Est belge.

Dans ces conditions et moyennant une dépense relativement faible, nous aurions satisfait à nos devoirs envers l'Europe comme envers nous-mêmes. Liège serait inabordable et son action préventive se ferait sentir de Maestricht à Luxembourg.

Même après cela, la situation de la Belgique dans la guerre future commandera la plus extrême vigilance. Les victoires de l'Allemagne peuvent nous être désormais aussi funestes que ses revers ; le péril de son côté, tout porte à le croire, sera même plus immédiat. C'est la conséquence fatale des délimitations politiques sorties des transactions de Londres.

(1) « Je confesse que pour ma part je ne parviens pas à voir l'avantage qu'il y a à découvrir totalement Bruxelles, en rasant tout obstacle entre la Meuse et l'Escaut. Ne dites toutefois pas un mot de ceci au gouvernement français. » (Lord Palmerston à lord Granville, 16 septembre 1831.)

Liège sans la possession de Maestricht sera toujours exposée, comme la province de Luxembourg ne nous sera irrévocablement acquise que par la cession de la ville de Luxembourg même.

La reconstitution de la frontière de 1830 devrait être le but constant de la politique extérieure de la Belgique ; c'est pour elle une politique strictement conservatrice. La fortification de Liège serait une affirmation en ce sens, en même temps qu'elle est une précaution nécessaire. Ce n'est qu'à ce prix que cette florissante cité sera mise à l'abri d'un coup de main, que trois de nos provinces échappent à un abandon qui pourrait être irréversible, que la Belgique acquiert sur l'échiquier européen une position qui, si le destin la seconde, peut lui ouvrir des perspectives vers une plus forte constitution territoriale.

Il reste une observation finale à faire. On objectera peut-être que dans les déductions qui précèdent il n'est tenu aucun compte du droit international ni des traités. Il ne faut certes pas déprécier la valeur des garanties de cette nature ; elles sont la loi des temps de paix. Mais l'expérience de tous les siècles enseigne que dans les questions concernant la défense des Etats la prudence commande d'en faire abstraction. Le règne du droit entre Etats en temps de guerre est encore un idéal.

Signé : E. BANNING.

Ecrit en mars 1881.

Revu et complété en octobre 1886.

FIN,

Notice biographique sur Emile BANNING

Plusieurs lecteurs des *Cahiers documentaires* ont exprimé le désir de voir rappeler au moins succinctement les étapes de la carrière d'Emile Banning, auteur du si remarquable mémoire sur la défense de la Meuse que nous achevons en ce moment de reproduire.

Privés du moyen de consulter des documents de première main, nous devons nous borner aux quelques notes incomplètes que voici, rédigées d'après des souvenirs personnels.

Docteur en philosophie et lettres, Banning était un publiciste distingué d'opinion libérale. Il collaborait à l'« Echo du Parlement », journal bruxellois actuellement éteint, dans lequel il publiait des articles fort remarquables, sous l'inspiration de Charles Rogier et de Frère-Orban. Ses écrits témoignaient d'une haute science historique et étaient empreints d'une rare perspicacité politique. La forme en était impeccable.

Remarqué en haut lieu, Banning fut chargé par Léopold II de certains travaux personnels, puis assumait la charge du secrétariat de la Conférence géographique africaine, aux travaux de laquelle prirent part des explorateurs éminents.

Entré au Ministère des Affaires Etrangères de Belgique, Banning devint le collaborateur préféré de Lambermont. Il y fut chargé de l'organisation du service des archives politiques, de la bibliothèque. Lin-

guiste distingué, il centralisa également les traductions de documents diplomatiques. Mais tout cela ne suffisait pas à son activité incomparable et le meilleur de son intelligence fut utilisé à la rédaction de mémoires politico-historiques sur toutes les questions à l'ordre du jour. Ces travaux n'ont jamais été connus du grand public. Ils avaient surtout pour objet de fixer les bases historiques et rationnelles de la politique nationale belge, spécialement au point de vue de l'organisation d'une défense efficace du territoire et de la nationalité belge. L'un de ces mémoires mérite une mention spéciale, car il fait toujours autorité : c'est son « Aperçu sur l'histoire de la neutralité belge ». Un second mémoire a eu les honneurs de la presse : c'est celui qui est intitulé « Considérations politiques sur la défense de la Meuse ». Ce travail très remarquable fut soustrait aux archives du Département des Affaires Étrangères et publié dans la « Nouvelle Revue » de Paris ; cette publication eut en Belgique un profond retentissement, car, par la plus étrange de s'interprétations, le pamphlétaire qui en était l'auteur ne visait à rien de moins qu'à prouver que la Belgique était « vendue à l'Allemagne ! » C'est ce mémoire, devenu introuvable en librairie, que les « Cahiers documentaires » ont remis à jour.

Par l'éclat de l'intelligence, la hauteur du caractère et la fermeté de son sens national et politique, en même temps que par sa vaste culture et ses dons de causeur, Banning avait tout ce qu'il faut pour briller dans la carrière diplomatique. Malheureusement, une infirmité naturelle (il boitait fortement) l'empêcha toujours de mener la vie mondaine à laquelle les diplomates de carrière sont asservis. Il ne fut jamais homme de salon. C'est dans les travaux de son cabinet que son activité incessante se concentra. Il connut néanmoins de son vivant la célébrité par la précieuse collaboration qu'il apporta à Léopold II dans l'œuvre de la création et de l'organisation juridique de l'État du Congo. On ne tarda pas à s'apercevoir dans les milieux politiques et diplomatiques, surtout à l'étranger, de l'estime spéciale et méritée où le tenait Léopold II. Banning fut, en effet, envoyé à Berlin, en 1885, avec Lambermont, comme délégué belge adjoint aux plénipotentiaires chargés de négocier l'Acte du Congo. Il prit à ces travaux diplomatiques une part considérable. C'est à cette occasion qu'il fut remarqué par Bismarck, qui eut encore, dans la suite, l'occasion d'apprécier la fermeté du caractère de Banning.

À la Conférence anti-esclavagiste de 1889 et à toutes les conférences africaines qui suivirent, Banning représenta la Belgique en qualité de plénipotentiaire. Des divergences de vues surgirent plus tard entre Léopold II et lui sur la question congolaise. Banning interprétait en un sens rigoureux et littéral les stipulations de l'Acte de Berlin relatives à la faculté de faire le commerce; Léopold II, au contraire, ne pouvait se faire à l'idée que l'on pût porter atteinte aux droits souverains essentiels de l'État sous prétexte de liberté commerciale d'intérêts privés. Ce différend d'idées entre le souverain et son conseiller ne put être réduit et Banning tomba en défaveur. Il ne cessa néanmoins de se rendre utile à son pays par ses travaux administratifs.

Dans la vie privée, Banning était un causeur charmant, mais rares étaient ceux qui purent le connaître dans l'intimité. Ses amis favoris furent : Brialmont, l'illustre ingénieur militaire; Van Neus, secrétaire général au département des finances de Belgique, et l'éminent chimiste belge : Stas. Ils formaient un quatuor d'hommes également brillants par leurs qualités morales et leurs vastes connaissances.

Banning mourut en 1898. Il a laissé de nombreux papiers, notes, mémoires, fragments, etc., d'où ses amis, le général Brialmont et M. Gossart ont tiré les éléments d'un volume de haute valeur publié, sauf erreur, sous le titre « Pensées et réflexions sur la politique, la morale et la religion ». On y retrouve le style ferme et la hauteur de pensée qui distinguent le mémoire publié par les « Cahiers documentaires ».

NOTES

DU " BUREAU DOCUMENTAIRE BELGE "

LA GUERRE CHEVALERESQUE ET LOYALE.

B. D. B. — Classement général n° 17 (série critique, n° 6).

3 février 1915.

La dernière trouvaille de la presse allemande est vraiment originale.

La *Koelnische Zeitung* (citée par le *Journal des Débats*, 27 mai 1915) et d'autres journaux allemands reprochent aux Alliés de faire la guerre de telle sorte que la formidable lutte à laquelle le monde assiste ne puisse être ni loyale, ni chevaleresque.

C'est vraiment abuser de la longanimité du lecteur neutre et s'abuser sur ses facultés intellectuelles que d'essayer de lui faire croire une énormité pareille.

Que veulent dire la *Koelnische Zeitung* et ses congénères en adressant aux Alliés ce reproche ?

Est-ce une allusion à l'acharnement que les Alliés mettent à les combattre sur le front ? ou à l'opiniâtre refus qu'ils opposent aux suggestions de paix que la lassitude inspire de mois en mois à l'Allemagne ? En ce cas, les Alliés accepteront le reproche comme un éloge rendu à leur courage militaire et à leur sens politique.

Quand on a affaire à un agresseur animé des intentions de domination universelle qu'ont avouées les intellectuels allemands, à un puissant empire violateur de la neutralité d'un petit pays qu'il avait lui-même garantie, à l'envahisseur et à l'occupant du territoire national, on ne peut supporter l'idée d'une paix prématurée. La parole n'est qu'au canon, elle ne saurait être qu'au canon jusqu'à ce que le droit outragé ait reçu satisfaction entière.

Est-ce aux coutumes de guerre suivies par les armées alliées que la *Koelnische Zeitung* s'en prend ? Alors on ne comprend plus.

Car enfin, just'ce a été faite par les Allemands eux-mêmes, sous la pression de l'évidence la plus criante, des légendes d'atrocités mises à charge des armées alliées par la presse allemande au début de la guerre : légende des yeux crevés à des blessés allemands, par des femmes belges, au moyen d'aiguilles à tricoter ; légende des blessés achevés ou mutilés sur le champ de bataille par des jeunes filles belges ; légende des doigts coupés à des cadavres ou à des héros allemands blessés et retrouvés dans les poches de soldats belges prisonniers en Allemagne, etc. Toutes ces légendes, le *Vorwaerts*, la *Koelnische Volkszeitung* et d'autres journaux allemands ont été forcés, après enquête allemande, de reconnaître qu'elles étaient fausses. (Voir notamment la *Koelnische Volkszeitung* des 30 septembre 1914, n° 852 ; 2 octobre 1914, n° 859 ; 28 octobre 1914, n° 931 ; 10 novembre 1914, n° 970 ; 27 novembre 1914, n° 1022 ; etc...)

On les avait inventées et propagées très probablement pour masquer autant que possible le caractère atroce des destructions et des cruautés systématiquement pratiquées par les troupes allemandes en Belgique et en France.

Par contre, c'est par milliers que l'on a pu établir, sur témoignages assermentés et documents irréfutables (proclamations allemandes, carnets de campagne, lettres, etc.), des atrocités épouvantables commises par les troupes allemandes.

On a pu établir comment, depuis Visé jusqu'à Reims, en passant par Andenne, par Dinant, par Taminés, par Termonde, par Senlis, par Orchies, par cent villes et bourgades, les Allemands ont fait une « guerre chevaleresque et loyale ».

On a pu établir comment, en tous ces endroits, ils ont pillé, volé, saccagé, incendié, pris des otages, fusillé les hommes non-belligérants et violé les femmes.

On a pu établir comment, sans raison admissible, ils ont mis le feu à la bibliothèque de l'Université de Louvain, massacré des milliers de Belges innocents, bombardé les cathédrales de Malines et de Reims, canonné des villes ouvertes, tiré sur les hôpitaux en cent endroits ; comment ils ont pris des déguisements de la Croix-Rouge, abusé du drapeau blanc, fait fi, dans leur guerre sur mer comme dans leur guerre sur terre, des prescriptions des conventions de Genève et de La Haye, qu'ils avaient signées, notamment en achevant et mutilant des blessés.

On a pu établir quelles habitudes de saleté et d'immondicité ils ont manifestées dans les villages et les châteaux où ils ont cantonné.

Enfin et surtout, on a pu établir par la multiplicité même de ces faits et leur analogie flagrante, qu'ils étaient l'acte d'une volonté pleinement délibérée, l'application d'un système général de terrorisation. La concordance des faits et preuves recueillis par les Commissions française et belge est décisive sur ce point.

Après cela, quand on lit dans la *Koelnische Zeitung* que ce sont les Alliés qui empêchent la guerre d'être chevaleresque et loyale, on découvre sans peine le mobile psychologique d'une telle affirmation. L'explication en est dans le mot célèbre : « Mentez, Mentez !... Il en restera toujours quelque chose !... »

(Voir sur le même objet les notes précédentes du B. D. B., nos 1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 14 et 16.)

..

L'OPINION DE LA PRESSE SUISSE-ALLEMANDE SUR LA NEUTRALITÉ DE LA BELGIQUE.

Encore deux témoignages.

B. D. B. — Classement général n° 18 (série documentaire, n° 12).

3 février 1915.

La violation de la neutralité de la Belgique par l'Allemagne continue de défrayer les discussions de presse en Suisse.

La presse suisse de langue allemande a d'abord gardé beaucoup de réserve sur ce sujet.

Les Allemands, avec leur sagacité coutumière, ne manquèrent pas de prendre ce silence pour le signe de l'approbation. Il est, en effet, un proverbe d'après lequel : « Qui ne dit mot, consens ». Seulement, les Allemands n'ont pas pris de garde que ce proverbe est français et qu'on ne doit donc pas l'appliquer sans discernement quand il s'agit de Suisses, particulièrement de Suisses allemands.

A force de répéter qu'ils avaient pour eux l'opinion publique de la Suisse allemande, de le crier sur les toits et d'opposer ironiquement cette solidarité aux Suisses welches ou romands francophiles, en vue de faire naître entre ceux-ci et leurs confédérés de langue allemande des dissensions que l'Allemagne pourrait ensuite exploiter au profit de la *Deutschtum*, les Allemands finirent par indisposer gravement les habitants de la Suisse allemande.

Ceux-ci, d'autre part, étaient vivement pressés de se prononcer par la presse suisse romande.

Quand ils eurent aperçu l'écueil de la discorde nationale où l'Allemagne essayait de les faire tomber, et senti que l'équivoque d'un plus long silence allait compromettre un intérêt vital de la nation suisse, alors, l'un après l'autre, ils parlèrent. Froidement, sans fracas de mots inutiles, ils exprimèrent les sentiments de tristesse, de dégoût et d'indignation que leur avait, en réalité, inspirés dès le début la conduite de l'Allemagne vis-à-vis de la Belgique ; ils révélèrent qu'à leurs yeux, comme à ceux de leurs confédérés welches, la violation de la neutralité belge était un crime politique impossible à absoudre et qui avait blessé, dans l'individualité de la Belgique, le principe même de bonne foi internationale et de respect des traités sur lequel repose aussi la neutralité suisse.

Ils prirent soin en même temps d'expliquer leur long silence et de dissiper à ce propos l'équivoque si insidieusement exploitée par les agences allemandes.

Il reste encore quelques journaux qui n'ont rien dit ; ceux qui ont fait acte d'adhésion intellectuelle à la politique de l'Allemagne, les autres journaux suisses les ont montrés du doigt et sévèrement blâmés.

En résumé, on peut dire que présentement, dans l'opinion publique de la Suisse allemande, la juste compréhension de la condition de la Belgique et le sentiment de la bonté de sa cause ont fait des progrès sérieux depuis le début de la guerre.

On aura une idée de ce revirement de l'opinion de la Suisse allemande en faveur de la Belgique en lisant les deux documents qui suivent.

L'un est un extrait d'une retentissante conférence donnée à Zurich, le 14 décembre 1914, par le poète Carl SPITTELER, considéré par les lettrés d'Allemagne comme le plus grand poète épique de langue allemande à l'heure présente.

Carl SPITTELER s'est exprimé en ces termes :

« Que la Belgique ait été victime d'une injustice, cela a été, à l'origine, volontairement reconnu par l'agresseur.

» Après coup, pour apparaître plus blanc, Cain a noirci Abel. Je considère la pêche aux documents dans les poches de la victime encore pantelante comme une grossière erreur morale. C'était largement suffisant d'avoir égorgé la victime. La diffamer ensuite, c'est trop. Un Suisse qui s'associerait à la diffamation des malheureux Belges se rendrait coupable, tout à la fois, d'une infamie et d'une légèreté. Car, à l'heure où on en voudra à notre existence, on saura mettre au jour des accusations du même genre. La bave, hélas ! est aussi une arme de guerre. »

L'autre document est un article du grand journal catholique de Saint-Gall, l'*Ostschweiz*, rapporté par le *Journal de Genève* du 24 janvier 1915.

Parlant des discussions qui ont eu lieu en Suisse au sujet de la violation du territoire belge, le journal saint-gallois écrit :

« Le sentiment des Welches s'exprima sous la forme affirmative, tandis que les Suisses allemands se turent. Mais le proverbe : « Qui ne dit rien consent » n'est pas exact : si les Suisses allemands sont restés silencieux, ce n'est pas en signe d'assentiment. Ils ne voyaient simplement pas l'utilité de dire quelque chose.

» Le Welche doit donner libre cours à ce qu'il a sur le cœur : il a cela dans le sang ; le Suisse allemand ne manifeste que lorsqu'il pense qu'il y a utilité à le faire. C'est calomnier gravement les Suisses allemands que de les accuser d'avoir sanctionné la violation de la neutralité belge : si la libération de la Belgique avait été en leur pouvoir, elle n'aurait pas tardé ; mais comme, actuellement, toute protestation est sans effet, ils sont restés plus froids que leurs frères welches. »

(Voir sur le même objet les notes précédentes du B. D. B., nos 4, 7, 10 et 15.)

LES RÉSULTATS DE L'OCCUPATION ALLEMANDE VUS PAR DES TÉMOINS ILLUSTRES ET IMPARTIAUX.

B. D. B. — Classement général n° 19 (série documentaire, n° 13).

3 février 1915.

Extrait de la *Gazette de Lausanne*, du 17 janvier 1915, n° 16, article intitulé : « Notes de Belgique » :

« Muni d'un passeport signé par le ministre d'Allemagne, le professeur T... s'est rendu en Belgique où, durant tout le séjour qu'il y fit, il ne fut nullement inquiété.

» De Tirlemont à Louvain, toutes les localités sont entièrement ou partiellement incendiées. Là, nul doute que des ordres aient été donnés, de façon à empêcher les adversaires de se servir des habitations comme lieux de refuge ou d'embuscade.

» La ville de Louvain offre un spectacle d'horreur. Toute la partie centrale a été incendiée. Les quartiers excentriques, formés d'habitations ouvrières et d'usines, ont par contre été épargnés. L'Hôtel-de-Ville seul émerge de cet amas de ruines. De Bruxelles à Mons, dans la région de Verviers à Liège, la contrée n'a pas beaucoup souffert du passage des envahisseurs. On peut facilement se rendre compte de la marche suivie par l'ennemi, car, sur sa route, toutes les maisons sont incendiées.

» Le Borinage a eu aussi beaucoup à souffrir des Allemands. Dans une seule petite localité, soixante-huit civils ont été fusillés. Le motif de cette hécatombe — toujours le même — était que les soldats prétendaient que des habitants avaient tiré sur eux, ce qui fut reconnu faux par la suite. Partout, les administrations communales restent en fonctions sous la haute direction des Allemands.

» La situation économique des habitants des régions visitées par notre interlocuteur est encore tolérable pour ceux qui ont de l'argent. On peut se procurer des vivres et du charbon, mais à un prix très haut. Partout, c'est la misère. Un grand nombre de miséreux et de mendiants parcourent les rues, réclamant du pain. La farine fait particulièrement défaut dans la partie ouest de la Belgique. En une semaine, deux distributions de pain (250 grammes par personne) ont été faites. Les usines et les charbonnages du Borinage n'ont pas été détruits ; on y travaille trois jours par semaine.

» Les soldats allemands qui se trouvent de piquet dans la région, et qui appartiennent au landsturm, sont peu satisfaits du service qui leur est imposé. Ils se demandent pourquoi ils sont là et sont étonnés surtout de la réserve extrême des populations à leur égard. Ces dernières sont sous le coup d'une véritable terreur. Là, rien que de très naturel, en regard des punitions qui, journellement, sont infligées à ceux qui ont, bien involontairement enfreint les ordres venus de haut lieu. Dès la tombée de la nuit, sauf à Bruxelles, chacun doit être rentré. Deux fillettes, étant allées chercher du lait à 8 heures du soir, ont été condamnées à une amende de 50 francs ! Et il faut payer, heureux encore de s'en tirer à si bon compte. »

(Voir sur le même objet les notes précédentes du *B. D. B.*, nos 1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 14, 16 et 17.)

